



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 20/3 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.3.58738

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

comme un gage de la démocratie en RFA, un symbole de »l'antifascisme« en RDA, ne sont plus dans l'Allemagne unifiée, consciente de sa »normalité« recouvrée, qu'une minorité vivant une nouvelle forme d'acculturation sans même la perspective de l'intégration finalement réalisée – fût-ce difficilement – par les exilés du III^e Reich et leurs enfants qui ont choisi de se fixer dans les pays d'accueil.

Rita R. THALMANN, Paris

Harald WESSEL, Münzenbergs Ende. Ein deutscher Kommunist im Widerstand gegen Hitler und Stalin. Die Jahre 1933 bis 1940, Berlin (Dietz) 1991, 420 p.

Trouvé mort le 17 août 1940 dans la forêt près du village de Montagne (Isère) le destin de Münzenberg, dirigeant de premier plan et brillant propagandiste allemand du communisme jusqu'à sa rupture-exclusion à la veille de la guerre continue de fasciner les chercheurs, malgré le curriculum vitae rédigé lors de son emprisonnement à Zurich, les indications fournies dans ses livres, notamment dans *Die dritte Front*, la biographie de sa compagne Babette Gros, les nombreux articles, colloques et même documentaires, qui lui ont été consacrés.

L'intérêt de ce »rapport biographique«, selon la formule de l'auteur, réside sans doute autant dans la personnalité de celui-ci que dans les documents d'archives utilisés, notamment celles, ouvertes récemment, de l'Institut d'histoire du mouvement ouvrier et du quotidien *Neues Deutschland* de Berlin (Est). Wessel révèle en effet qu'il a entendu parler pour la première fois de Münzenberg, alors qu'il avait à peine dix ans, au cours d'une discussion entre son père, ouvrier mécanicien communiste à Wuppertal-Elberfeld et l'un de ses camarades libéré peu auparavant d'un camp de concentration – à la suite du pacte germano-soviétique. Sans avoir entièrement oublié l'objet de cette discussion de 1939, il retrouve le thème de la »trahison« de Münzenberg en 1950 dans un journal de la RDA où il poursuit des études de biologie à l'Université de Iéna. Accusation à laquelle s'ajoute, dans le contexte de la guerre froide, celle d'avoir été »un espion à la solde des Anglo-Américains«. Vingt ans passent avant que Wessel découvre, lors d'un reportage pour l'organe du SED à Moscou, le rôle primordial de Münzenberg dans la création du *Secours ouvrier international* et qu'il rencontre Franz Dahlem, compagnon de lutte et d'exil de ce dernier. Or malgré ses démêlés avec le Parti, Dahlem confirme la thèse de la »trahison«. Il faudra encore vingt autres années, c'est-à-dire l'effondrement du communisme pour que ce fils de militant, engagé lui-même pendant quarante ans dans la même voie, reconnaîsse par cet ouvrage que le dissident voué jusqu'alors aux gémonies était un précurseur dans la quête d'un socialisme à visage humain. Du moins, aurait-il dû préciser, durant la dernière période de sa vie.

D'où la participation de Wessel à sa réhabilitation avec la publication, d'abord dans le *Neues Deutschland* de juillet-août 1989, de quatre articles sur l'enfance et la jeunesse de M. en Thuringe. Publication qui coïncide avec la découverte à Friemar d'une photo de classe du jeune Willi et l'apposition d'une plaque commémorative à l'auberge qu'y tenait son père. Le présent ouvrage, tout en intégrant quelques éléments de la jeunesse, s'en tient presque exclusivement aux sept dernières années d'exil marquées par les rapports de plus en plus conflictuels avec les instances communistes, les efforts pour créer une large union contre le nazisme et le stalinisme. Ce qui permet à l'auteur de s'interroger sur certains aspects de sa propre expérience en RDA. A savoir, les procédés d'autocensure de l'intellectuel, notamment dans *l'Arme de la Propagande*, publié en 1937, à l'époque des procès de Moscou où M. se trouve déjà indirectement impliqué. A propos aussi du sectarisme, des manœuvres en sous-main et du double langage de ceux qui, comme le révèle la correspondance d'Ulbricht à Wilhelm Pieck, retrouvée à Berlin (Est) s'emploient à discréditer et écarter les »camarades« devenus gênants. A quoi s'ajoutent l'apathie, voire la complicité plus ou moins active des militants confrontés aux pratiques antidémocratiques des maîtres de l'appareil.

Plus que les chapitres comportant pour chacune des années 1933–1940 un thème marquant de l'action de Münzenberg jusqu'à sa fin mystérieuse – au sujet de laquelle Wessel, après examen des éléments connus, penche pour la thèse du suicide, on retiendra surtout les réflexions et questions souvent angoissées qu'ils inspirent à l'auteur, manifestement déchiré entre un idéal d'émancipation, qui fut la raison d'être des siens, comme de millions d'hommes et de femmes de par le monde, et la conscience de sa dégénérescence à partir du modèle leniniste du »centralisme démocratique«, imposé par les bolcheviques au nom des impératifs de leur lutte à l'ensemble du mouvement communiste.

De là à penser, comme semble l'avoir fait Münzenberg, aux dires de Kurt Kersten, à la fin de sa vie, qu'il s'était engagé comme tant d'autres pour une cause perdue, qu'il est vain de vouloir tenter inlassablement de réaliser l'utopie de l'émancipation sociale, clef de la conscience et de l'autonomie de millions d'êtres asservis de par le monde, il n'y a qu'un pas que Wessel se refuse à franchir. Attitude peut-être moins résiduelle que le pensent ceux qui proclament un peu hâtivement la fin des idéologies et celle de l'Histoire.

Rita R. THALMANN, Paris

M. d. R. Die Reichstagsabgeordneten der Weimarer Republik in der Zeit des Nationalsozialismus. Politische Verfolgung, Emigration und Ausbürgerung 1933–1945. Eine biographische Dokumentation, hg. und eingeleitet von Martin SCHUMACHER, bearbeitet von Katharina LÜBBE und Martin SCHUMACHER in Verbindung mit Wilhelm Heinz SCHRÖDER, unter Mitwirkung von Angela JOSEPH und Evelyn RICHTER sowie weiteren Mitarbeitern, Düsseldorf (Droste) 1991, 686 S. – Mads Ole BALLING, Von Reval bis Bukarest. Statistisch-Biographisches Handbuch der Parlamentarier der deutschen Minderheiten in Ostmittel- und Südosteuropa 1919–1945, 2 Bde., Kopenhagen (Dokumentation Verlag) 1991, XLII–987 S.

Am 23. Mai 1985, dem 36. Jahrestag der Verkündung des Grundgesetzes, forderte das Berliner Landesparlament den Bundespräsidenten auf, im Reichstag eine Gedenktafel für die verfolgten Reichstagsabgeordneten anzubringen. Das Präsidium des Bundestages beauftragte daraufhin die Kommission für die Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien in Bonn, eine ausführliche Dokumentation zu erstellen. Sechs Jahre später legte die Kommission das Ergebnis in Form einer biographischen Dokumentation vor. Der Titel deutet bereits an, daß es sich hier nicht um ein gewöhnliches Nachschlagewerk handelt. Der Band verzeichnet zwar die Lebensdaten, doch lag der Schwerpunkt nicht auf der Darstellung des Lebensweges bzw. der Karriere der insgesamt 1795 Männer und Frauen, die zwischen 1918 und 1933 der Weimarer Nationalversammlung und dem Reichstag angehört haben.

Im Vorwort zieht Martin SCHUMACHER, Leiter des Forschungsprojekts, eine nüchterne und zugleich erschreckende Bilanz des Ausmaßes der politischen Verfolgung nach 1933: Im Durchschnitt wurde etwa jeder dritte Abgeordnete der Weimarer Republik mindestens einmal festgenommen. Viele wurden ausgebürgert oder in die Emigration gezwungen. 88 ehemalige Parlamentarier kamen im Herrschaftsbereich der Nationalsozialisten ums Leben oder begingen Selbstmord. Von denjenigen, die spurlos verschwanden und heute als verschollen gelten, dürfte die Mehrzahl wohl ebenfalls ein Opfer der Verfolgung geworden sein. Für die anderen war indes auch 1945 die Zeit der Leiden noch nicht zu Ende, denn 13 von ihnen starben nach Kriegsende an den Folgen der Haft und den erlittenen Entbehrungen.

Die einzelnen Stationen der Verfolgung, der Haft und Mißhandlung bis hin zur Ermordung, der Flucht in die Emigration oder des Kampfes im Untergrund werden unter Angabe der jeweiligen Quelle sorgfältig dokumentiert. In der Auflistung fehlen weder jene zehn Abgeordnete der NSDAP, die im Rahmen des sogenannten »Röhm-Putsches« ermordet wurden, noch die zwölf Mitglieder der KPD, die nach ihrer Flucht in Moskau den stalinistischen Säuberungen zum Opfer fielen. Zusätzlich enthält jeder Artikel Hinweise zum Verbleib